



Réponse CFDT à la consultation de la CRE sur les tarifs Transport et Terminaux méthaniers de gaz naturel :

Question 1 Considérez-vous que la CRE a correctement appréhendé les grands enjeux relatifs aux tarifs de transport de gaz naturel à l'horizon 2020 ?

Si l'on peut a priori considérer que la CRE a appréhendé les enjeux relatifs aux tarifs de transport, il convient toutefois de s'interroger ouvertement sur la charge imputée aux clients finals français pour fluidifier un réseau dont le bénéfice principal revient aux expéditeurs et aux autres pays européens sans que les utilisateurs finaux n'en tirent un avantage réellement mesurable. A ce jour, aucune étude sérieuse n'a été produite pour démontrer que les consommateurs ont pu bénéficier de prix du gaz plus compétitifs. Les traders ont certes pu augmenter leurs marges grâce à la fluidification, mais pour le consommateur, cela reste à prouver.

Il faudrait également mieux tenir compte des imbrications stockage-réseau

Question 2 Avez-vous des observations sur le programme de travail et le calendrier envisagés par la CRE pour l'élaboration des tarifs ATRT6 ?

Non.

Question 3 Etes-vous favorable à un maintien du calendrier de l'ATRT5, soit une évolution du tarif de transport au 1^{er} avril de chaque année, assortie d'une visibilité sur l'évolution du tarif aux interconnexions pour l'ensemble de la période tarifaire ATRT6 ?

Oui

Question 4 Etes-vous favorable à une évolution annuelle des tarifs ATRT6 au 1^{er} avril ainsi qu'à une évolution unique du tarif au moment de la création de la zone unique, dans les conditions envisagées par la CRE ?

Oui

Question 5 Quel bilan tirez-vous de la mise en œuvre du tarif ATRT5 ? Etes-vous favorable aux orientations préliminaires de la CRE concernant le cadre de régulation pour la période ATRT6 ?

La CRE, par son objectif exclusif de réduction des tarifs et en refusant de s'interroger sur l'impact de ses décisions sur autre chose que les tarifs, génère des effets collatéraux sur l'emploi tant direct chez les GRT que chez les sous-traitants ou les fournisseurs (moins disant avec travailleurs détachés et fournisseurs de tubes par exemple hors UE). Il en est de même pour les conditions de travail et les risques encourus demain en matière de qualité et de sécurité des réseaux. Le CRCP doit prendre en compte l'évolution de la masse salariale et certains items de qualité pour les réseaux.

Question 6 La non-reconduction de la bonification de 300 points de base pour la période ATRT6 vous paraît-elle désormais souhaitable ?

Cette non-reconduction de la bonification ne doit pas être décorréler des OPEX, car même si la fluidification du réseau est en bonne voie, le revenu perdu par cette non-bonification sera recherché ailleurs par l'opérateur pour maintenir son résultat. Une nouvelle fois, l'emploi et la qualité du réseau en feront les frais. Il faut également tenir compte de la LTECV et mettre en œuvre une bonification de des investissements qui y sont liés.

Question 7 Etes-vous favorable à l'étude d'un mécanisme incitant GRTgaz et TIGF à la maîtrise de leurs coûts unitaires d'investissements dans les réseaux ?

Non, car cela se fera avec soit le recours aux moins-disant sans garantie de qualité tant pour le réseau que pour les conditions de travail et d'emploi des fournisseurs. Cela risque aussi de brider certains investissements avec des conséquences sur le long terme.

Question 8 Êtes-vous favorable à la mise en œuvre d'un mécanisme incitant GRTgaz à la maîtrise de ses charges de capital sur les actifs hors réseaux au même titre que les charges d'exploitation ? Que pensez-vous du mécanisme envisagé par la CRE ?

Non, la seule activité des GRT est l'exploitation des réseaux. Il n'y a pas de charge ou de dépense de fonctionnement qui ne soit pas lié au réseau. On achète des véhicules pour aller sur le réseau. Idem pour les bureaux. L'activité SI est exclusivement orienté réseau et notamment sécurité des réseaux avec les évolutions des supervisions, des SIG, par exemple.

Par contre, nous souhaitons que la CRE mette en œuvre un mécanisme de bonification pour les investissements des GRT qui vont dans le sens de la LTECV tels que la rénovation ou la construction de bâtiments à énergie positive ou les véhicules économes ou peu polluants. La CRE a là une opportunité de s'inscrire dans une démarche de responsabilité sociale.

Question 9 Avez-vous d'autres propositions à formuler concernant l'évolution de la régulation incitative des investissements de GRTgaz et de TIGF ?

Bonification de 300 points des investissements allant dans le sens de la LTECV.

Question 10 Etes-vous favorable à l'introduction pour GRTgaz et TIGF d'un dispositif de régulation incitative des dépenses de R&D où les sommes allouées à la R&D mais non utilisées seraient restituées aux utilisateurs en fin de période tarifaire ?

La part des OPEX consacrée à la R&D est insuffisante. Celle-ci doit viser un minima de 2% du CA avec une incitation tout particulière pour les investissements de R&D allant là aussi dans le sens de la LTECV telles les ENR gaz et le gas to power résultant des ENR, les véhicules faiblement émetteurs de CO2 et de particules. Il ne faut pas plafonner les dépenses, par contre faire intervenir le CRCP est une bonne chose mais dans les deux sens dépassement ou non atteinte des dépenses. La R&D dans le secteur de l'énergie est aujourd'hui orpheline des R&D des anciens EPIC Gaz de France et EDF qui, par leur recherche, avaient dynamisé toute une filière de production à l'utilisation. La concurrence due à l'ouverture des marchés les ont fait abandonner la R&D et seuls les acteurs régulés de l'énergie peuvent insuffler une dynamique qui sera bénéfique à l'ensemble de la collectivité nationale.

Question 11 Que pensez-vous de la mise en place d'un bilan annuel des projets de R&D des GRT ?

Favorable.

Question 12 Etes-vous favorable au maintien d'un dispositif de régulation incitative de la qualité de service ?

Oui

Question 13 Etes-vous favorable à la suppression des trois indicateurs portant sur les délais de réalisation des raccordements, le nombre de réclamations et les délais de transmission aux GRD des fichiers relatifs aux enlèvements aux PITD ?

Oui

Question 14 Etes-vous favorable à l'introduction d'une incitation financière portant sur la disponibilité des cinq données les plus utiles à l'équilibrage des expéditeurs ?

Non, car il convient de s'interroger avant de mettre en œuvre ces dispositions de leur pertinence pour le consommateur final et du gain qu'il en tirera. Là aussi, seul les expéditeurs y gagneront via des arbitrages sans bénéfices pour le client final et en générant des processus par forcément utiles chez les GRT mais générateurs de stress pour les équipes de terrain.

Question 15 Etes-vous favorable à l'introduction d'un indicateur de qualité de service portant sur le nombre de jours où la capacité technique effective est inférieure au maximum théorique de capacité ferme, ou préférez-vous que l'indicateur actuel soit maintenu, en détaillant les résultats par point ?

L'indicateur actuel

Question 16 Etes-vous favorable à l'introduction d'une incitation financière portant sur la disponibilité des capacités fermes ? Sur quels points des réseaux de GRTgaz et de TIGF une incitation financière vous paraît-elle la plus pertinente ?

Non, il y a déjà assez d'incitation par ailleurs, les salariés de GRTgaz sont suffisamment soucieux de la sécurité et la qualité de service et mettent tout en œuvre pour servir au mieux les clients, la multiplication

des incitations revient à remettre en cause leur engagement et leur motivation. Cela peut même être contre-productif.

Question 17 Etes-vous favorable à l'introduction d'une incitation financière portant sur les prévisions non engageantes de maintenance ?

Non, là encore cela suffit. De plus, cette idée est dangereuse. Elle peut introduire un biais financier quasi sans conséquence pour le consommateur final, mais qui risque de polluer les réflexions des opérateurs quant à la planification de leurs maintenances

Question 18 Souhaitez-vous que soit supprimé le mécanisme existant de régulation incitative à la commercialisation des capacités ou préférez-vous que le taux de couverture au CRCP des recettes afférentes soit porté à 80% ?

Question 19 Etes-vous favorable à la péréquation des tarifs de GRTgaz et TIGF, dans les conditions envisagées par la CRE ?

Question 20 Etes-vous favorable à la proposition de la CRE d'aligner la répartition des charges et des recettes des GRT sur les réseaux amont et aval ?

Oui

Question 21 Etes-vous favorable à la stabilité de la répartition des recettes des GRT entre les entrées et les sorties du réseau principal ?

Oui

Question 22 Etes-vous favorable à la démarche proposée par la CRE pour refléter les coûts des transits vers l'Italie et l'Espagne ?

Attention aux « murs tarifaires ». Lorsque cela arrange le marché, ce dernier se réfère à l'évolution européenne du marché, notamment pour ce qui est des moyens d'équilibrages et du sourcing. Donc il faut traiter toutes les interconnexions frontalières avec cette vision régionale au sens européen du terme et non traiter au cas par cas de manière subjective.

Question 23 Etes-vous favorable à l'imputation d'une partie des coûts relatifs à la création de la zone unique aux points d'entrée du réseau de transport ou uniquement sur les points de sortie du réseau principal ?

Question 24 Etes-vous favorable à une évolution des tarifs aux PITS dans la même proportion que pour les autres termes d'entrées et de sortie du réseau principal ?

Il faut veiller à la cohérence des tarifications Transport et Stockage.

Question 25 Etes-vous favorable à une prise en compte de la création de la zone unique dans le tarif ATRT6 au moment de cette création ou souhaitez-vous une évolution progressive ?

Oui au moment de la création de la zone unique

Question 26 Etes-vous favorable à une refonte des NTR ?

Oui. Nous sommes favorables à toutes les mesures qui pourraient aider la promotion du Gaz naturel
Nous sommes favorables à une mise à plat des NTR pour viser la meilleure homogénéité des prix du gaz.

Question 27 Etes-vous favorable aux principes de refonte des NTR proposés par la CRE ?

La péréquation tarifaire doit être la plus forte possible afin de maintenir un développement harmonieux des territoires

Question 28 Partagez-vous la préférence de la CRE pour la méthode 3 « nouveau calcul de tous les NTR en fonction de la distance au réseau principal et du diamètre des ouvrages pour TIGF, en excluant les hausses de NTR » ?

Question 29 Préférez-vous que le NTR maximal soit fixé à 8 ou bien à 12 ?

Question 30 Avez-vous d'autres remarques concernant la révision des NTR à l'étude ?

Question 31 Etes-vous favorable à la répercussion du transfert des charges « 3R » sur le terme de capacité de livraison aux PITD ?

Oui

Question 32 Etes-vous favorable à la création d'une « remise développement » visant à réduire le coût des nouveaux raccordements et des adaptations de postes existants ?

Oui

Question 33 Etes-vous favorable aux modalités proposés par les GRT pour le calcul et l'application d'une telle « remise développement » ?

Oui cela va dans le sens d'un développement de l'ensemble des territoires ;

Question 34 Etes-vous favorable à la création d'un point d'interconnexion virtuel entre la France et la Belgique ?

Oui

Question 35 Etes-vous favorable à la création de 35 GWh/j de capacité ferme à Obergailbach dans le sens France-Allemagne ?

CF remarque sur le PITT Espagne : il faut une vision régionale au sens européen, homogène et cohérente pour tous les points d'interco

Question 36 Avez-vous d'autres remarques ou suggestions d'évolutions concernant le futur tarif ATRT6 ?

Il convient d'inclure les charges de personnel dans les opex éligibles au CRCP

Question 37 Avez-vous des observations sur le programme de travail et le calendrier envisagés par la CRE pour l'élaboration du tarif ATTM5 ?

Non

Question 38 Etes-vous favorable au cadre de régulation envisagé par la CRE pour la période ATTM5 ?

Question 39 Considérez-vous que les services actuellement offerts par les terminaux méthaniers régulés sont de nature à attirer de nouveaux utilisateurs dans le terminal ? Quelles modifications de l'offre proposeriez-vous ?

Question 40 En tant qu'utilisateur ou utilisateur potentiel des terminaux, estimez-vous pertinent de continuer à favoriser la flexibilité à l'amont plutôt qu'à l'aval ?

Question 41 Pensez-vous qu'il serait pertinent de permettre la réservation, dès l'établissement du programme annuel, d'opérations autres que les déchargements ? Sous quelles conditions ?

Question 42 Quels développements attendez-vous du chargement de camions citernes et quelles évolutions pourraient être mises en place dans le cadre de l'ATTM5 afin d'en faciliter le développement ?

Question 43 Etes-vous satisfaits des publications réalisées par les gestionnaires de terminaux méthaniers sur leurs sites internet ? Estimez-vous pertinent de suivre publications par des indicateurs de qualité de service ?

Question 44 Avez-vous d'autres remarques ou suggestions d'évolutions dans le cadre de l'ATTM5 ?

- On trouve dans le tarif ATRT6, un principe de régulation incitative des investissements et des dépenses de R&D.
- Côté terminaux, rien de tel, si ce n'est que la rémunération est basée sur la base des actifs régulés (BAR), et que les investissements vont conduire à augmenter cette BAR. Côté dépenses de R&D, rien n'est prévu non plus. Là aussi la R&D est génératrice de revenus futur. Gaz de France fut un leader dans la R&D GNL, inclure des coûts spécifiques comme proposés par la CFDT pour le transport permettrait de relancer cette activité
- Un constat sans appel que parmi les trois services proposés par Elengy (continu, bandeau et spot), un seul est réellement utilisé par les clients, alors que le maintien des capacités en vue d'éventuels clients spot ou bandeau peut avoir un impact sur le service continu. La seule proposition faite est de transférer les flexibilités offertes aux clients sur l'amont (programmation des navires) en flexibilités offertes sur l'aval (programmation des émissions sur le réseau). On peut penser qu'un programme d'investissement ou de recherche pourrait être encouragé par la CRE, via des incitations tarifaires, pour développer la flexibilité aval sans que ce développement ne se fasse au détriment de la flexibilité amont (par exemple, en développant les capacités de stockage des terminaux).

En résumé, la lecture du dossier CRE laisse transpirer un sentiment d'immobilisme côté activités régulées d'Elengy. Cette consultation laisse supposer que la CRE pense que les activités régulées d'Elengy ne seront plus amenées à se développer à l'avenir. Toutefois, des retournements du marché du GNL ne peuvent être totalement exclus (l'émergence du gaz de schiste US ou Fukushima en sont deux exemples récents, que personne n'avait prédit).

Interlocuteurs : Jean- Luc RIGO, Tel : 06 21 53 75 56 ; jean-luc.rigo@fce.cfdt.fr
Vincent RODET, Tel : 06 08 37 25 61 ; vincent.rodet@fce.cfdt.fr